



## Conseil économique et social

Distr. générale  
7 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la vingt-troisième session  
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée  
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer, Centro de Culturas Indígenas del Perú et Católicas por el Derecho a Decidir, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

En mars 2016, à l'occasion de la soixantième session de la Commission de la condition de la femme, nous, les États Membres et les organisations et féministes et de femmes, devons relever ce défi qui consiste à considérer le développement durable comme la condition première de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Même si l'objectif 5 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 porte exclusivement sur l'égalité entre les femmes et les hommes, il importe d'inscrire cette exigence d'égalité dans les 16 autres objectifs du Programme.

Pour les membres du Comité exécutif de la condition de la femme en Amérique latine et dans les Caraïbes, les objectifs de développement durable doivent, individuellement et collectivement, couvrir les aspects qui permettront d'améliorer la vie et la condition des femmes et de la société dans son ensemble.

C'est pourquoi nous souhaitons en priorité éliminer la pauvreté et concevoir et mettre en œuvre des modèles de développement plus équitables permettant de réduire les différences extrêmes et les inégalités qui caractérisent aujourd'hui notre région, désignée comme la plus inégalitaire du monde. La paix et le développement exigent des sociétés plus égalitaires en termes économiques, sociaux et culturels. Il importe donc que nos États adoptent des modèles de développement différents de ceux actuellement en place qui n'ont fait qu'exacerber les inégalités et aggraver la pauvreté, en particulier chez les femmes et les jeunes.

À cet effet, il importe aussi que les sociétés investissent prioritairement dans l'éducation et la santé, pour que les filles, les garçons, les femmes et les hommes aient tous accès à des niveaux égaux de développement, réduisant ainsi le fossé actuel. Il est nécessaire de rendre l'éducation, en particulier l'éducation primaire et secondaire, universelle et de meilleure qualité. Cela requiert le renforcement de l'enseignement public, gratuit et laïc comme moyen de nivellement par le haut.

Dans le domaine de la santé, il faut garantir les droits en matière de sexualité et de procréation et veiller à la santé sexuelle et reproductive de l'ensemble de la population. La baisse de la mortalité maternelle, qui atteint actuellement des niveaux inacceptables dans les pays de notre région, doit se poursuivre. Pour cela, il faut assurer l'accès de tous les citoyens aux programmes de santé sexuelle et reproductive, améliorer les soins pendant la grossesse, l'accouchement et la période post-partum, garantir les soins obstétricaux en particulier en situation d'urgence, offrir des services sûrs aux femmes qui souhaitent avorter et éliminer ainsi les avortements à risque et leurs complications. Il convient d'intégrer une éducation sexuelle complète au système éducatif formel et aux services de santé pour, entre autres, réduire le nombre de grossesses non désirées chez les adolescentes. Ce n'est qu'à ces seules conditions que nous parviendrons à améliorer non seulement la santé des personnes, mais surtout, leur qualité de vie et leur inclusion dans le système productif et reproductif.

Concernant le travail, il importe de mettre fin au travail informel et précaire qui concentre la main-d'œuvre féminine à faible salaire et sans avantages sociaux. À cette fin, il est nécessaire de veiller en sorte que les activités telles que les services domestiques bénéficient d'avantages sociaux et soient réglementées, au même titre que les autres activités productives et de service.

Une priorité absolue consiste à encourager les gouvernements à fournir des services sociaux de soutien et de soin aux filles et aux garçons, aux personnes atteintes de maladies chroniques, aux personnes âgées et aux personnes handicapées, qui tous sont actuellement à la charge non rémunérée des femmes, ce qui entrave l'inclusion de ces femmes sur le marché du travail. Il convient également d'instaurer des relations familiales plus égalitaires, où les femmes et les hommes qui composent la famille assument à parts égales les soins et les travaux ménagers.

La protection de l'environnement, dont la réduction des émissions de dioxyde de carbone, l'évolution des pratiques de consommation et la forte pollution de l'environnement, constituent désormais un enjeu incontournable. Cependant, la réticence des pays les plus développés à changer cette situation et à réduire les émissions de dioxyde de carbone est inacceptable et exige que les citoyens fassent entendre leur voix auprès des gouvernements pour atteindre cet objectif.

Enfin, nous soulignons que les femmes, les féministes et les militantes d'Amérique latine et des Caraïbes continueront à se battre pour mettre fin à la violence faite aux femmes et aux filles. En augmentation dans l'ensemble de nos pays, cette violence entraîne la mort de nombreuses femmes, pendant que les pouvoirs publics demeurent inactifs et impuissants. Pourtant, seuls l'élimination de la violence sexiste et l'avènement d'un monde plus égalitaire permettront à notre région de se développer et de devenir plus juste et moins inégale.

Nous, les féministes, nous nous engageons à appuyer les efforts des gouvernements allant dans ce sens pour éliminer toutes les formes de discrimination et d'assujettissement qui nous maintiennent dans l'inégalité actuelle. De cela, nous ne voulons plus.

**Organisations non gouvernementales signataires**

Católicas por el Derecho a Decidir

Centro de Culturas Indígenas del Perú

Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer

---